

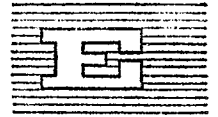
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1982/26
8 mars 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-huitième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME AU EL SALVADOR

Lettre datée du 8 mars 1982, adressée à la Commission des droits de l'homme,
à sa trente-huitième session, par le représentant des Etats-Unis d'Amérique

Comme j'ai eu l'occasion de le déclarer à la cinquante et unième séance,
le 8 mars 1982, ma délégation, soucieuse d'économiser le temps de la Commission,
a décidé de ne pas faire la déclaration sur El Salvador pour laquelle elle était
inscrite.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir faire distribuer à la
Commission la déclaration jointe à la présente lettre, en tant que document officiel,
au titre du point 12 de l'ordre du jour.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique
à la Commission des droits de l'homme,

(Signé) Michael Novak

ANNEXE

Déclaration de

Michael Novak

Représentant des Etats-Unis

à la 38ème session de la Commission des droits
de l'homme des Nations Unies
sur la situation en El Salvador

Point 12 de l'ordre du jour : El Salvador

8 mars 1982

Monsieur le Président,

En décembre 1980, les forces de guérilleros d'El Salvador, en grande partie entraînées, ravitaillées, et appuyées par Cuba, le Nicaragua et d'autres Etats clients de l'URSS, annonçaient une "offensive finale" qui placerait le Président nouvellement élu des Etats-Unis, le jour de son inauguration le 20 janvier 1981, devant un fait accompli. Aucune administration américaine n'aurait admis de devoir faire face à une telle menace dans les premiers jours - ou n'importe quel jour - de son mandat. Mais la vie, Monsieur le Président, comme le Président Kennedy l'a dit une fois à la population de Berlin-Ouest assiégé, n'est pas bonne joueuse. Les défis surviennent, non pas là où on les voudrait, mais à mesure que la réalité les crée.

Au cours des 18 mois précédant décembre 1980, l'administration américaine du Président Jimmy Carter avait arrêté toutes les livraisons d'armes meurtrières à El Salvador, en raison des atteintes aux droits de l'homme dans ce malheureux pays, si malencontreusement appelé "Le Sauveur". A la suite de l'échec de "l'offensive finale", le Président Carter modifia sa politique de façon à permettre une modeste assistance militaire pour le remplacement des stocks de matériel dégarnis par les militaires salvadoriens dans leur réaction aux attaques des guérilleros.

Monsieur le Président, "l'offensive finale" des guérilleros n'a pas seulement échoué, en janvier 1981. Elle a aussi profondément choqué de nombreux citoyens d'El Salvador en raison des violences délibérément infligées à des civils innocents. L'évêque Rivera y Damas, dans un important sermon, (El Salvador, comme la Pologne, est un pays en grande majorité catholique) a appelé ses coreligionnaires à s'écarter des voies de la violence, que ce soit de gauche ou de droite, et de revenir aux voies de la paix, du changement pacifique, de la démocratie et de la légalité. Depuis 1932, El Salvador n'a pas connu moins de 37 gouvernements, nombre d'entre eux imposés par un coup d'Etat, et pas moins de quatre constitutions. Ça n'a pas été le règne du bulletin de vote, Monsieur le Président. Depuis 60 ans, c'est le règne du révolver. Ce système atroce doit être aboli. Le règne de la loi doit s'imposer.

Le règne de la loi ne peut s'imposer que si l'immense majorité des citoyens d'El Salvador rejettent le règne du révolver et exigent le règne du bulletin de vote. Monsieur le Président, ceux qui critiquent la politique des Etats-Unis en El Salvador depuis la fin de 1980 s'imaginent généralement qu'il n'y a en El Salvador que deux partis aux prises : une droite scélérate et les guérilleros armés, formés pour une part de marxistes-léninistes (qui fournissent la plupart des armes et l'argent, et assurent les communications sur les lieux des combats et les relations publiques internationales), et pour une part d'idéalistes. Cette analyse se heurte aux faits et s'y brise comme de la porcelaine, Monsieur le Président.

Ce n'est pas un gouvernement de la droite scélérate qui a nationalisé les banques. Ce n'est pas un gouvernement de la droite scélérate qui s'efforce de mener à bien la réforme agraire la plus ambitieuse jamais appliquée en Amérique latine en mettant en oeuvre un programme en trois étapes qui a débuté par l'expropriation de toutes les exploitations de plus de 500 hectares et par la création de coopératives pour les paysans qui y travaillaient. Un grand nombre des banquiers et des grands propriétaires ont fui le pays. Ce n'est pas un gouvernement de la droite scélérate qui, depuis octobre 1979, a chassé de son service plus de 1000 gardes nationaux et autres membres des forces de sécurité, en raison d'atteintes aux droits de l'homme. Ce n'est pas un gouvernement de la droite scélérate qui, dans des conditions extrêmement difficiles, a annoncé des élections pour le 28 mars de cette année.

Non, Monsieur le Président, le parti qui a fait cela n'est pas une dictature de droite, mais une junte de coalition, sous la direction du Président de Christian Democrats International, un homme qui a subi la torture pour ses convictions, un homme qui a été injustement frustré d'une élection régulière à la présidence d'El Salvador en 1972 : José Napoleon Duarte, et ses collègues.

Mon gouvernement, Monsieur le Président, estime qu'il est faux de diviser El Salvador entre deux partis. Il existe en El Salvador trois partis : deux petits et un grand. L'ennui est que les deux petits partis - celui d'extrême droite et celui d'extrême gauche - possèdent la plus grande partie des armes et infligent la plupart des violences. Le grand parti, le parti qui rejette à la fois la droite scélérate et la gauche scélérate, est relativement mal armé, et il n'est pas aussi bien organisé qu'il faut qu'il soit. Mais il conserve l'adhésion, sans aucun doute, de l'immense majorité de la population d'El Salvador.

Il existe une droite scélérate en El Salvador, Monsieur le Président, Mon gouvernement et le peuple des Etats-Unis abhorrent les atteintes aux droits de l'homme commises par cette faction. Il existe aussi en El Salvador une gauche scélérate, déterminée à prendre le pouvoir et à régner par le révolver. Mon gouvernement et notre peuple abhorrent également les atteintes aux droits de l'homme commises par cette faction-là.

Nul ne conteste le nombre des violations des droits de l'homme en El Salvador, Monsieur le Président. Quelle que soit la base de calcul utilisée - prudentes vérifications ou relevé des allégations à mesure qu'elles sont faites - le fond de la question reste le même. Qu'il y ait 100 Salvadoriens tués chaque semaine dans un carnage abominable, ou et qu'il y en ait 200, le fond de la question reste le même. N'y aurait-il qu'un seul mort par semaine, ce serait une honte. Aucun être humain, pas un seul, ne devrait mourir de cette façon indigne.

Nul ne conteste non plus quel est le plus coupable, d'après les chiffres. Pratiquement tous les rapports font apparaître que la majorité des meurtres sont le fait de la droite : des escouades de la mort, des forces paramilitaires et autres, parfois liées directement ou indirectement aux forces de sécurité. Néanmoins, les guérilleros ont publiquement revendiqué plus de 2 000 meurtres de civils entre le 30 juin et le 31 décembre 1981. Quels que soient les auteurs de la majorité des meurtres, il y en a beaucoup des deux côtés.

Monsieur le Président, capituler devant une bande armée capable d'entretenir 5 000 soldats sur les hauteurs n'est pas le moyen de sortir El Salvador du marécage politique où il patauge depuis 60 ans. Le règne du révolver ne constitue pas une nouvelle révolution en El Salvador. C'est une affaire de routine, une sale affaire, qu'elle ait l'appui, comme dans le passé, d'une oligarchie féodale ou, comme à présent, de Cuba et du Nicaragua suppléant l'Union soviétique.

Pour cette raison, Monsieur le Président, le Congrès des Etats-Unis exige tous les six mois l'assurance qu'il y a progrès vers un régime démocratique, de véritables réformes judiciaires et le règne de la loi. Sinon, les Etats-Unis ne seront pas autorisés à continuer à offrir une aide, qu'elle soit économique ou militaire. Le centre démocratique doit faire surface en El Salvador doit s'imposer au-dessus des forces de violence, de droite et de gauche, et doit respecter les droits de chaque citoyen d'El Salvador. Sinon, les Etats-Unis n'auront d'autre choix que de se retirer. Telle est notre loi.

Dans les circonstances meurtrières où se trouve El Salvador, Monsieur le Président, un tel progrès est nécessairement lent. Aussi bien la droite que la gauche, pour des raisons étrangement analogues, s'efforcent de briser ce progrès. L'une et l'autre assassine des civils simplement suspects de sympathiser avec l'adversaire. Le carnage est immense. Qui plus est, incapables de vaincre l'armée par la force des armes, les guérilleros ont adopté, comme l'évêque Aparicio d'El Salvador me l'a personnellement affirmé, une politique de la "terre brûlée" voulant obtenir par la ruine et la destruction ce qu'ils ne peuvent obtenir dans une bataille rangée.

Car la vérité, Monsieur le Président, c'est que les guérilleros d'El Salvador ne sont pas ce qu'étaient les Sandinistes du Nicaragua voisin à un stade comparable. Au Nicaragua, les Sandinistes ne cessaient de croître en nombre. Ils avaient l'appui de l'Eglise. Ils avaient l'appui du monde des affaires. En El Salvador, au contraire, les guérilleros, de leur propre aveu, disposent en 1982 des mêmes forces qu'ils revendiquaient il y a 18 mois : 5 000 soldats armés et environ 15 000 partisans clandestins. Nos services d'information confirment à peu près ces chiffres. Les guérilleros ne deviennent pas plus nombreux. Ils ne peuvent plus rallier des foules ou organiser des grèves à l'échelle nationale. Par leurs violences à l'égard de leur concitoyens, ils leur sont devenus aussi odieux que les forces détestées et redoutées de l'extrême droite. En outre, la dégradation des libertés au Nicaragua, l'agression contre les Indiens Miskito, les atteintes quotidiennes à l'Eglise catholique à la liberté, au véritable pluralisme et à la liberté des élections, ont discrédité l'idéal sandiniste. Le peuple d'El Salvador ne croit plus en ce en quoi croyait le peuple du Nicaragua : qu'un "Front populaire" dont les ressources, les moyens militaires et les communications sont sous le contrôle d'une petite faction marxiste-léniniste, soutenue du dehors, ait jamais l'intention de tenir ses promesses. Les Salvadoriens qui méprisent la droite ne méprisent pas moins la gauche.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, l'élection du 28 mars est si importante. Elle sera décisive. Certes, la gauche refuse de présenter des candidats - tout comme la gauche armée au Venezuela refusait de présenter des candidats aux élections troublées du début des années 1960. Pourtant, à chaque élection successive dans ce pays pendant cette période, un nombre croissant de guérilleros déposait les armes. Ils voyaient qu'ils pouvaient obtenir honnêtement par le bulletin de vote une part du pouvoir qu'ils ne pouvaient obtenir à l'aide du révolver. Les rangs des guérilleros se sont dissous avec le temps.

Nous espérons, Monsieur le Président, que la démocratie surgira en El Salvador, comme elle a surgi il y a 20 ans au Venezuela, du feu d'une dévastation stérile, et qu'elle vivra et croîtra comme une plante authentique en El Salvador, comme elle l'a si noblement fait au Venezuela.

L'élection du 28 mars ne sera donc pas décisive en ce qui concerne la gauche. Peut-être l'élection suivante le sera, ou celle d'après, dès que la gauche choisira le bulletin de vote au lieu du révolver.

Mais cette élection sera décisive en ce qui concerne le centre et la droite. Mon gouvernement, quant à lui, ne peut ni ne veut prendre parti dans une telle élection. Cependant, on peut légitimement admettre que deux choses seront clairement et résolument établies par la volonté de la population d'El Salvador, le 28 mars.

La première, c'est le nombre des citoyens qui sauront braver des conditions proches du temps de guerre pour montrer qu'ils préfèrent le bulletin de vote et abhorrent l'usage du revolver. La deuxième, c'est la force respective, dans la nouvelle Assemblée constituante, du centre et de la droite. La victoire du Président Duarte et de son parti serait, en l'occurrence, un message éclatant au monde. La victoire d'un parti proche de l'armée serait aussi un message. L'enjeu est d'importance.

Comment s'étonner que l'évêque Rivera y Damas n'ait cessé d'encourager la population à participer : c'est là pour elle le seul et frêle espoir de quitter les voies de la violence.

Après le 26 mars, Monsieur le Président, commencera en El Salvador le processus de formation d'un nouveau gouvernement, dont le pouvoir découlera du consentement des gouvernés. Ce seront les débuts de cette légitimité particulière qui a sa source dans le consentement du peuple.

Cependant, ne nous faisons pas d'illusions. La légitimité, aujourd'hui, ne découle ni de l'exercice du pouvoir, ni même du soutien populaire. Elle résulte, en fin de compte, du respect des droits de ceux qui ont librement donné leur consentement au gouvernement, mais seulement en échange de la protection de leurs droits fondamentaux. Le nouveau gouvernement d'El Salvador sera jugé d'après son respect des droits de ceux à qui il devra d'exister. Il devra imposer son contrôle aux forces de violence, y compris celles proches de ses forces de sécurité et aussi celles de la gauche.

Monsieur le Président, mon gouvernement a pour El Salvador le même idéal que pour toute autre nation de la terre : un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. El Salvador n'a jamais connu un tel gouvernement. La naissance d'un tel gouvernement, dans les circonstances atroces où s'est trouvé El Salvador n'a déjà été que trop lente, pénible et sanglante. La seule issue qui vaudra le prix de ces terribles bouleversements sera l'avènement d'un gouvernement démocratique, respectueux des droits de chaque citoyen. C'est là, Monsieur le Président notre but pour El Salvador, comme pour la Pologne, comme pour l'Afrique du Sud, comme pour la Lettonie, la Lituanie et tout autre endroit du monde. De tels buts ne peuvent être atteints rapidement. Ils ne peuvent être atteints sans lutte. Mais ils sont parfaitement dans la ligne des forces profondes de l'histoire humaine, de l'aspiration à la liberté et à l'indépendance qui est dans le coeur de tout homme.

Comme le disait Abraham Lincoln sur le charnier de la bataille qui avait été la plus sanglante de l'histoire humaine jusque là, Gettysburg : "Nous mettons à l'épreuve la proposition selon laquelle tous les hommes sont créés égaux entre eux. Nous mettons à l'épreuve qu'il est possible pour une nation de plus, ainsi conçue et ainsi consacrée, non seulement d'accéder à l'existence, mais de survivre."

Monsieur le Président, nous savons que nous pouvons échouer en El Salvador. Mais pour la liberté, une défaite à court terme n'est pas la défaite finale. Les révolutions fausses ne tiennent pas de promesses. La liberté vit au coeur même de la tyrannie, et elle vaincra.